

Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif

2019



Document visé par la loi n°95-101 du 2 février 1995, le décret n°95-635
et la loi n°2015-991 du 07 août 2015 et le décret n°2015-1820

SOMMAIRE

1 - CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE	P.2
2 - TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES	P.4
3 - INDICATEURS DE PERFORMANCE	P.6
4 - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	P.6

PREAMBULE

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif de Pays de Montbéliard Agglomération est destiné à l'information des usagers et à la transparence de la gestion du service. Il détaille les activités réalisées durant l'exercice par la collectivité pour ladite compétence.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2224-5 et 2225-5, le rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Son contenu ainsi que les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans ce rapport sont fixés par l'arrêté du 02 décembre 2013, modifiant l'arrêté du 02 mai 2007.

Le rapport et l'avis de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

1 - CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

1.1 Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal.

Nom de la collectivité : Pays de Montbéliard Agglomération
8 avenue des Alliés – BP 98407 – 25208 MONTBELIARD Cedex

Caractéristique : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2016 porte la création d'une nouvelle communauté d'agglomération au 01 janvier 2017 par fusion entre :

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard (PMA 29 communes),
- la Communauté de Communes des 3 Cantons,
- la Communauté de Communes des Balcons du Lomont,
- la Communauté de Communes du Pays de Pont de Roide,

et extension du périmètre aux communes d'Allondans, Dung, Echenans, Issans, Présentevillers, Raynans, Saint Julien les Montbéliard, Sainte-Marie et Semondans.

A compter du 01 janvier 2017, la nouvelle agglomération exerce notamment la compétence assainissement en lieu et place des EPCI fusionnés lorsque ces derniers détenaient ces compétences.

De plus, l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2017 portant modification statutaire au 01 janvier 2018, précise que PMA assure également le contrôle des ouvrages d'assainissement non collectif sur l'ensemble de son territoire.

Compétences liées au service :

Le service assure les missions obligatoires :

- contrôle de conception et d'exécution des installations nouvelles ou à réhabiliter,
- diagnostics et contrôles de bon fonctionnement des installations existantes (contrôles périodiques et diagnostics immobiliers).

Territoire desservi :

Les 72 communes du périmètre de PMA.

Existence d'une CCSPL : oui

1.2 Mode de gestion du service

Le service est exploité en régie directe.

Moyens humains : le service compte 2 techniciens à temps partiel (80%).

Moyens matériels : un véhicule de service et divers matériels.

1.3 Estimation de la population desservie (D301.0)

Est considéré comme un habitant desservi, toute personne, y compris les résidents saisonniers, qui n'est desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service d'assainissement non collectif comptabilise 2 880 habitants pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 142 000.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapportée à la population totale du territoire couvert par le service) est de 2 %.

Les 721 installations d'assainissement non collectif sont réparties sur le territoire comme suit :

Communes	Nombre d'ANC	Communes	Nombre d'ANC
Abbévillers	20	Glav	10
Arbouans	23	Hérimoncourt	24
Audincourt	9	Mandeure	22
Autechaux Roide	24	Mathay	142
Badevel	1	Meslières	50

Bart	9		Montbéliard	37
Bavans	1		Nommay	2
Bethoncourt	64		Pierrefontaine B.	20
Blamont	2		Roche les Blam.	3
Bondeval	7		Sainte Suzanne	11
Brognard	1		Seloncourt	4
Courcelles les Montbéliard	4		Thulay	80
Dambenois	5		Valentigney	16
Dannemarie	40		Vandoncourt	3
Dasle	22		Villars les Blam.	10
Ecurcey	18		Voujeaucourt	17
Etupes	10			
Exincourt	1			
Fesches le Chatel	9			

1.4 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

	Action effective en totalité (oui/non)	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A – Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération	Non	20	0
Application d'un règlement du service approuvé par délibération	Oui	20	20
Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Non	30	0
Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Non	30	0
B – Eléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	10	0
Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	20	0
Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	10	0

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2019 est de 20. Cet indice était de 80 en 2017 ; cette diminution s'explique par la modification de la compétence Assainissement Non Collectif, élargie à l'ensemble du périmètre au 01/01/2018.

Le diagnostic initial des installations a été réalisé sur l'ensemble du territoire de l'ex Communauté de Communes des Balcons du Lomont. Il est quasiment achevé sur le périmètre de l'ex PMA 29 communes. Ils ont été réalisés en 2018 sur le territoire de l'ex Communauté de Communes de la Vallée du Rupt. Ils ont été poursuivis en 2019, sur les territoires des ex Communautés de Communes des 3 Cantons et du Pays de Pont de Roide.

2 - TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE

2.1) Modalités de tarification

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial. Les prestations qu'il assure donnent lieu au paiement par l'usager de redevances d'assainissement non collectif, visant à couvrir d'une part les charges de gestion du service et d'autre part les charges de contrôle.

La redevance d'assainissement non collectif est uniquement applicable à chaque fois qu'un contrôle est effectué par le SPANC, qu'il soit initial ou périodique de bon fonctionnement, de conception ou de réalisation. Elle couvre les charges liées :

- à la gestion administrative du service,
- aux contrôles initiaux et périodiques de bon fonctionnement, dont la fréquence est fixée à 4 ans,
- aux contrôles de conceptions rendus obligatoires par l'article R. 431-16 du Code de l'Urbanisme depuis de 1er mars 2012 (décret n°2012-274 du 28 février 2012) dans le cadres d'installations nouvelles (permis de construire ou d'aménager) ou de réhabilitation d'ouvrages existants.
- aux contrôles de bonne exécution dans le cadre de la réalisation de nouvelles installations ou de la réhabilitation de cette dernière
- aux visites supplémentaires à la demande des usagers, en dehors des contrôles obligatoires, dans le cadre de la mission de conseil du SPANC.

Les tarifs applicables sont les suivants :

Les tarifs au 01/01/2019 ont été fixés par délibération de Pays de Montbéliard Agglomération en date du 29/03/2018 :

- Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien :
 - o Contrôle initial de l'existant : 200 €
 - o Contrôle périodique (tous les 4 ans) de bon fonctionnement (installation déjà contrôlée initialement) : 100 €
 - o Contrôle dans le cadre d'une vente : 200 € (ou 100 € si déjà contrôlée)
- Contrôle de conception (implantation ou réhabilitation) : 200 €
- Contrôle de bonne exécution (réalisation) : 100 €
- Contre-visite suite à non-conformité ou visite en sus : néant

Le service n'est pas assujéti à la TVA. Les tarifs sont des forfaits appliqués en fonction de l'intervention réalisée par le SPANC.

Quel que soit le type de redevance, elle est exclusivement facturée au propriétaire.

Les factures sont réalisées et éditées par la Direction du Cycle de l'Eau de Pays de Montbéliard Agglomération. Le comptable public de Montbéliard est chargé du recouvrement des redevances et des relances éventuelles.

2.2 Dépenses

Les dépenses de fonctionnement pour le service pour l'exercice 2019 sont de 400 € (fournitures entretien et petit équipement).

2.3 Recettes

Les recettes du SPANC sont constituées par les redevances d'assainissement non collectif.

En 2019, les redevances constituent une recette de 18 100 €, réparties comme suit :

Type de contrôle	Exercice 2019
Contrôle initial de l'existant (200€)	10 600 €
Contrôle périodique de bon fonctionnement (100€)	800 €
Contrôle de conception, implantation ou réhabilitation (200€)	5 000 €
Contrôle de bonne exécution, réalisation (100€)	2 100 €
Doublement redevance pour non-exécution de travaux	0 €
Annulation titres	- 400 €
TOTAL	18 100 €

3 - INDICATEURS DE PERFORMANCE

3.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a pour vocation d'évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12N,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12N.

Cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

En 2019, l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est de 20 ; il n'y a pas lieu de calculer cet indicateur.

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif = (nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité) / (nombre total d'installations contrôlées) * 100

	Exercice 2019
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	15
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	579
Taux de conformité (en %)	13 %

A noter que dans le cas où les installations existantes ont été déclarées non conformes mais sans risque pour l'environnement ou la santé, des travaux de mise en conformité doivent être réalisés, mais sans condition de délai (délais ramené à 1 an en cas de vente).

4 - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS


4.1 Montants financiers des travaux réalisés

Il n'y a pas eu de dépense ni de recette d'investissement réalisées pour le SPANC durant l'exercice budgétaire 2019

5 - PERSPECTIVES

En application de la loi NOTRE, l'exercice des compétences Eau et Assainissement deviendra obligatoire pour PMA à compter du 01 janvier 2020.

Aussi, afin d'obtenir une vision globale et cohérente du territoire, des schémas directeur d'eau potable et d'assainissement seront réalisés.



Dans ce cadre, un zonage d'assainissement, sera réalisé à l'échelle du territoire des 72 communes de PMA. Il est établi après enquête publique et défini :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations.

L'un des intérêts du zonage, en ce qui concerne l'assainissement non collectif, réside dans une analyse de la compatibilité des filières envisagées avec les contraintes et les spécificités du territoire. Le zonage constitue donc une véritable étude d'opportunité et de faisabilité permettant de décider des modes d'assainissement à retenir sur leur territoire, sur la base d'une réflexion technico-économique et environnementale.